

La paix : toujours à refaire (page 2)

Dossier : Vie municipale (page 3)

À Fleurimont : des jeunes s'activent (page 11)

Cinéma et spectacle (page 12)

Les concerts à la Place de la Cité

Sur un air d'été... suffocant

PAR YANICK BILODEAU

Avec le retour des jours ultra-humides, le grand public avait de nouveau envahi la Place de la cité pour entendre des artistes d'ici. Nous avons passé une belle soirée, celle du 17 juillet, à suer à grosses gouttes avec l'ensemble Séquence. Un extrait du dépliant de la programmation des concerts explique : « ce quatuor de saxophones côtoie le jazz et le classique avec une approche contemporaine », bien qu'eux-mêmes nous aient déclaré pratiquer davantage le jazz que le répertoire classique.

On a pu entendre de belles lignes mélodiques, lyriques, quelques envolées dans le suraigu et des moments de recueillement et de contemplation. Malgré cette chaleur et le ton austère de ce type de formation pour un public non averti, il y avait une bonne foule, juste un peu plus dégarnie que le lundi précédent. Nous avons été agréablement surpris par la

exemple, le saxo alto jouant les premières notes d'un vieux hit de Glenn Miller, « In the mood... »

Malgré l'absence d'une section rythmique, le groupe s'est très bien débrouillé pour conserver le rythme tout au long de ses interprétations. Bref, une belle surprise pour l'auteur de ces lignes, certes passionné de jazz mais qui avait quelque doute avant le concert. Séquence a conclu sa prestation avec des ragtime, histoire de faire swinguer son public et d'amadouer les non-initiés au jazz contemporain, autrement dit, la majorité de l'assistance (surtout lors d'un concert gratuit).

Accordéon classique musique populaire

En deuxième partie, on a pu entendre le duo composé du violoniste Marc-André Gauthier et du joueur d'accordéon classique (bayan), Vladimir Sidorov. On a eu l'impression que le public s'était surtout déplacé pour eux. Ils ont soulevé la foule avec des thèmes populaires bien connus. La pièce la plus impressionnante avait pour titre « Le train roumain », avec les rugissements du



Photo : Yanick Bilodeau

Deux membres du groupe Séquence, quatuor de saxophones où se côtoient jazz et classique avec une approche contemporaine.

Nous avons passé une belle soirée avec un peu d'humour et quelques clins d'oreille au public.

cohésion des musiciens et par la qualité de leur jeu en solo. Quelques interventions entre les pièces ont permis de présenter les compositions qu'ils allaient interpréter, entre autres, celles du Québécois Rémi Bolduc - un de leurs professeurs - et du saxophoniste cubain Paquito D'Rivera. Un peu d'humour ici et là et quelques clins d'oreille au public, par

bayan imitant un train filant à pleine vapeur. Le duo a aussi joué du tango, de la musique tzigane et une jolie version de circonstance de « Summertime », après laquelle nous avons discuté avec une charmante femme blonde portant une robe

blanche qui avait l'air très enthousiasmée par ce qu'elle entendait. Elle prenait des photos avec son compact numérique et se trouvait à être... la copine de monsieur Sidorov. Dans l'ensemble, les deux musiciens se sont donnés à fond, quoique le

violoniste avait un peu tendance à en faire trop pour épater le public. Mais il est vrai que le répertoire s'y prêtait et que la foule était ravie. Quant à moi, j'ai autant été séduit par la musique... que par la présence de madame Sidorov à mes côtés !



Militons pour la Paix parce que

« Pour les puissants, les seuls crimes
sont ceux que les autres commettent ».

Noam Chomsky

ÉDITORIAL

Fin de la guerre au Liban

Quelle trêve ?

Nous y sommes. La paix est signée. Nous pouvons désormais sortir de nos abris, et tiens, pourquoi pas, nous procurer un billet d'avion, direction Beyrouth ! Dépêchez-vous, ils sont en solde... et l'aéroport n'est pas trop bondé. Soyons sans crainte, les hostilités sont du passé, et laissent place à l'harmonie... Tout le monde s'aime et se respecte ! Croyez-nous ! Alléluia ! Inch Allah !

Hélas, nous sommes loin d'en être à de tels propos. Au-dessus de nos têtes, déjà, se dessinent de nouveaux conflits, notamment, un impliquant l'Iran, et des dizaines, les États-Unis. Le Canada n'y échappe pas avec sa nouvelle approche internationale. À des milliers de kilomètres d'ici, des soldats et des innocents continuent de mourir. Au Liban, en Israël, en Palestine, au Moyen-Orient, partout, des villes et des familles sont détruites et le demeureront pour des décennies. Dans nos cœurs meurtris, les horreurs de la guerre continueront de nous hanter.

La guerre ne laisse personne indifférent. Soulevant les passions, voire l'indignation, elle constitue cette spirale du mal dans laquelle l'Homme tourne et s'enfoncé. Difficile d'en freiner son élan. Aujourd'hui comme demain, ne demandez pas à un Israélien d'oublier ou à un Libanais de pardonner. La colère et la douleur incitent à la frustration et à la vengeance. N'est-ce pas cette colère qui, à Montréal, a poussé des manifestants à louer la résistance du Hezbollah ? N'est-ce pas cette douleur, mêlée de haine, qui appelle une personne à jouer les kamikazes ? Quelles paroles, quels désastres pourront arrêter cet élan destructeur ? Pourtant, dans une logique aux apparences utopiques, tout est si simple : vivre et laisser vivre, donner et recevoir, aimer et pardonner...

La logique de la guerre

Malheureusement, la guerre rapporte à divers niveaux. Elle profite à certains gouvernements et entreprises. Elle sert à propager ou à miner des idéologies et des valeurs, à justifier des comportements et des habitudes... Tant que la guerre aura une raison d'être, certains veilleront à la susciter, la provoquer, la manipuler, l'utiliser et à en bénéficier. En fait, la guerre aura raison d'être tant que vivront des hommes et des femmes pour qui l'obtention d'un gain au détriment d'autrui est louable ; pour qui le concept d'égalité n'est qu'une ruse pour duper un semblable ; pour qui l'ouverture sur le monde est un signe de faiblesse et pour qui le partage est un signe de pauvreté. La guerre, ce n'est pas que du sang dans des pays étrangers et lointains. La guerre, ce n'est pas le résultat d'une équation « musulmans + terroristes » ou « soldats + armes ». La guerre ne concerne pas que des gouvernements, des armées et des innocents. La guerre, c'est toute cette supercherie entre individus, entre organisations, peu importe la portée ; ce sont tous ces rapports « dominants-dominés » qui dégradent la dignité humaine ou alors, la méfiance, les préjugés, les sentiments haineux, la fermeture, l'ignorance consciente qui tend à exclure, à marginaliser, à faire mal.

Protégez-vous !

Dans notre entourage ou dans notre quotidien, nous en sommes souvent témoins plusieurs fois par semaine. Nous sommes bombardés d'images et de culture violentes : films, musique, jeux, bulletins télévisés, discours guerriers de nos représentants canadiens ou étasuniens... Dans ce contexte, est-il anormal que certains de nos jeunes adoptent des comportements violents et que nous-mêmes soyons parfois emportés par nos passions ?

À cet effet, nous devrions toujours, en tant que citoyenne et citoyen, demeurer vigilants et exigeants envers les véhicules informatifs, les moteurs de communication et même nos méthodes d'éducation. Il nous faut faire preuve de discernement afin que la propagande fautive, subjective et agressive ne prenne pas le dessus sur notre rationalité et sur la réalité. L'équipe du journal communautaire *Entrée Libre* tient à propager ce vent de paix, de respect, d'ouverture et d'objectivité et à demeurer au devant d'une information juste et claire. Nous ne sommes ni pro Hezbollah, ni pro Israélien, ni pro Zoulou... sinon que propaix ! Cette valeur, nous devons la porter et la propager à tous et à toutes, particulièrement à nos jeunes. Que l'on se réunisse sur cette ressemblance pacifiste plutôt que sous des prétextes visant à tous nous différencier, nous catégoriser, nous comparer, nous évaluer. Qu'on se le dise à chacun et à chacune : bonne paix !

PAR LE COLLECTIF D'ENTRÉE LIBRE



Photo : Yanick Bilodeau

À Sherbrooke, nous avons déjà été des milliers à marcher pour la Paix en février 2003...

Le mal de ville

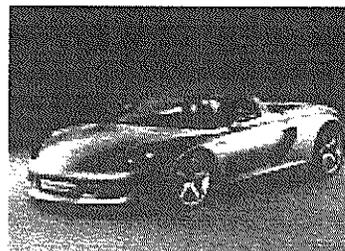
PAR LOUISE DAIGLE

Au maire Jean Perrault et aux élus,

Ils sont venus... ils étaient tous là à la 9^e édition du Wellington Tuning Show. Vous devez être fiers et contents que notre centre-ville ait été l'hôte, durant trois jours, d'un tel événement facilitant l'occupation urbaine par un si grand nombre de bolides. Il y avait de tous les formats et de toutes les catégories. Ainsi, il y avait des minuscules, des géants, des ronds, des carrés, des rouges, des jaunes, des noirs, des dorés, des argentés, des pétaradants, sur deux roues, sur quatre roues. Il y avait même des « chars » de l'armée. C'est tout dire ! Quant au vrombissement et à l'odeur permanente d'essence, je préfère passer sous silence.

Ce qui m'amène à vous demander pour quelle raison permettez-vous la réalisation de ce genre d'activité en plein cœur de la cité ? En effet, à l'heure où la planète se fragilise de plus en plus, entre autres, par le trop grand nombre d'automobiles, il est questionnant, voire pré-

occupant, de voir à quel point, nos responsables municipaux facilitent la venue non seulement d'exposants, mais d'un fort grand nombre d'automobilistes et de motocyclistes dans nos rues en pleine chaleur estivale. Pourtant, seulement à travers l'Amérique du Nord, nous sommes à même de constater que plusieurs villes font



des efforts louables pour réduire la circulation automobile, principalement dans leur centre-ville afin de le rendre plus agréable et plus « vert » à leurs résidents ainsi qu'aux touristes. De plus, vous n'êtes pas sans savoir que de telles activités sont une invitation directe pour plusieurs personnes à investir davantage

dans l'automobile, et ce, au détriment de modes de transport plus écologiques et économiques, dont le transport en commun urbain. Malgré tout, j'espère que vous vous êtes permis du bon temps au centre-ville durant ces trois journées d'exposition.

Par ailleurs, je sais que la Ville de Sherbrooke s'est dotée d'une politique de développement durable. Mais à la vue de certaines activités qui se répètent depuis trop d'années (course automobile sur glace, Tuning Show, bateaux à moteur sur le Lac des Nations, etc.), il m'apparaît que de cette politique, c'est le durable, malheureusement, qui prime, c'est-à-dire, durable au niveau de la pollution sonore, durable au niveau de la pollution automobile. Le grand physicien et vulgarisateur Hubert Reeves a écrit un livre intitulé *Le mal de Terre*. Concernant Sherbrooke, je serais tentée d'écrire *Le mal de ville*.

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : (819) 821-2270
entree@aide-internet.org

Tirage : 9000

Équipe de rédaction
Yanick Bilodeau
Louise Daigle
Claude Dostie Jr
Annie Forest
Carole Gascon
Normand Gilbert
Mathieu Pigeon
Benoît Pilotte

Mise en page
Louise Daigle
Isabelle Lombardo

Correction
Louise Daigle
Isabelle Lombardo

Caricature
Pierre Arel

Collaboration
Isabelle Lombardo

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :
Graphiq Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 3^{ème} trimestre 2006
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite
délimité par les rues Queen au nord,
Saint-Joseph au sud, Le Phare à
l'ouest et par la rivière St-François.

AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

Distributeur agréé
AODA

Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications

Rpm

Un regard sur notre chez-nous sherbrookoïse

Des réflexions et des gestes qui peuvent mener loin à partir de la vie municipale

Dossier réalisé par Isabelle Lombardo

Ressources municipales : sport, culture et vie communautaire

Le jardin de l'autre

À la suite d'entrevues effectuées auprès de plusieurs intervenant-es des milieux communautaire, culturel et sportif, nous avons pu dresser un portrait global et comparatif des ressources accordées par la ville de Sherbrooke à chacun des secteurs. Des propos nuancés et des informations internes remettent en question les préjugés quant à la survalorisation du sport et la négligence envers les organismes culturels et communautaires lors des décisions municipales. Alors, que tout un chacun défend tous ses propres intérêts, un consensus se dégage : la répartition de l'appui financier et logistique entre ces trois volets de gestion est relativement équitable.

En quoi la répartition des ressources municipales peut-elle être jugée équitable lorsqu'on accorde plus de 4 millions \$ pour le sport et seulement 633 450 \$ pour la vie communautaire ? Les élu-es, les fonctionnaires et les président-es d'organismes soulignent les détails qu'il faut prendre en considération avant de sauter aux conclusions qui s'avèrent trop souvent erronées.

sont accordés aux organismes communautaires et de loisirs ainsi que près de 30 000 \$ pour les activités/organismes culturels.

Par ailleurs, l'organisme la Coalition n'a pas voulu commenter la répartition des ressources municipales entre la

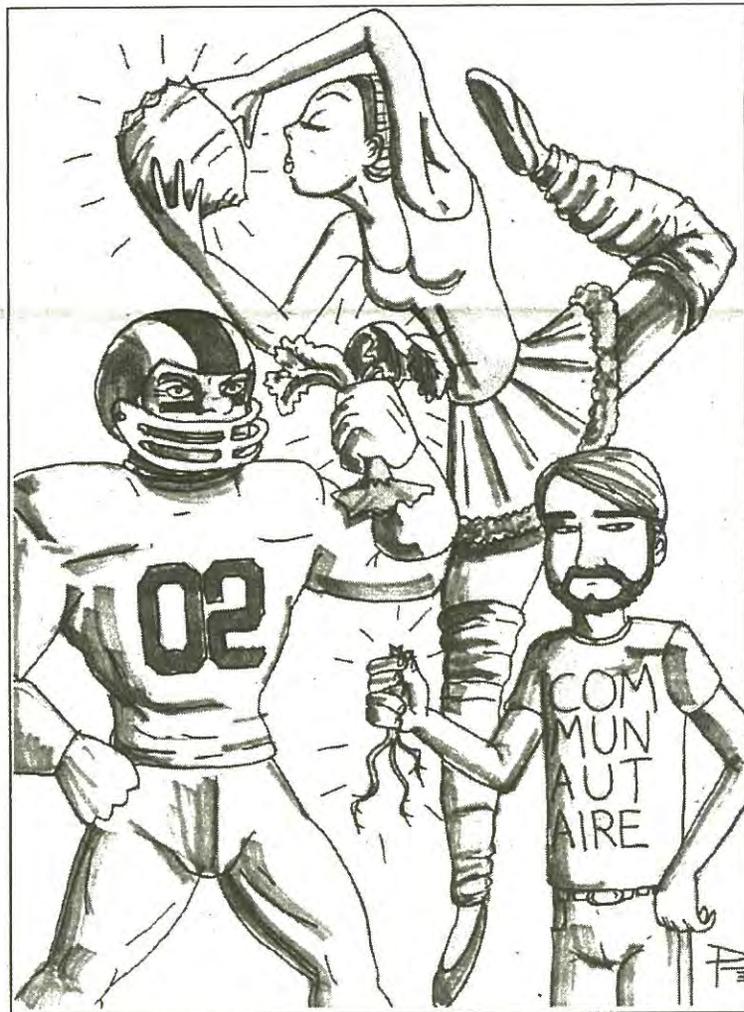
« Certes, un secteur peut tenter de défendre ses intérêts en regardant dans le jardin de l'autre, mais c'est bien plus efficace de miser sur son organisation, ses dossiers et la structuration de son plan de développement ».

culture, le sport et la vie communautaire. Son conseil d'administration tient à mentionner : « Il est certain que nos besoins sont grands et que les ressources municipales ne peuvent les combler. Cependant, nous avons avec les élu-es, les arrondissements et les divers services municipaux, une écoute et une collaboration qui ne se démen-

tent pas avec les années, au contraire ».

Selon la Corporation de développement communautaire (CDC), il faut aussi prendre en note le coût de l'entretien des infrastructures sportives ainsi que l'ensemble des locaux prêtés par la ville pour appuyer les organismes communautaires. Le président du Comité du sport et du plein air, Marc Denault, abonde en ce sens, en ajoutant que les infrastructures sportives ne servent pas seulement qu'aux organismes sportifs. « Ce sont des arénas utilisées par le communautaire pour des assemblées, des terrains de soccer offerts pour des festivals culturels. Bref, c'est un juste partage qui s'effectue entre le sportif, le culturel et le communautaire ».

C'est l'avis partagé par Marc Latendresse, directeur du Service sports, culture et vie communautaire à la ville de Sherbrooke, qui mentionne qu'on ne peut pas porter un jugement comparatif entre ces trois volets. « Certes, un secteur peut tenter de défendre ses intérêts en regardant dans le jardin de l'autre, mais c'est bien



Dessin : Pierre Arel

Tous préoccupés par leurs propres besoins, la lutte aux ressources municipales est une frustration vécue par l'ensemble des secteurs de la culture, du sport, et de la vie communautaire.

plus efficace de miser sur son organisation, ses dossiers et la structuration de son plan de développement ». Il termine en soulignant que le Comité de la culture en est à sa deuxième planification de ses infrastructures, alors que le Comité du sport débute sa première. Dans cette optique, ce qu'il faut évaluer, c'est la santé, le déve-

loppement et le progrès de chaque secteur, pour en arriver à une perspective beaucoup plus large et complète. Pour ce faire, le chemin parcouru dans ces trois domaines sera tracé dans les articles suivants afin de permettre vos propres conclusions quant aux priorités municipales en matière de sport, culture et vie communautaire.

Un bien essentiel ou nécessaire ?

Toujours en attente d'une plus grande valorisation, le milieu culturel de Sherbrooke reste insatisfait. Alors que ses besoins augmentent, les ressources semblent insuffisantes pour combler les exigences de cette évolution. Néanmoins, la présidente du Comité de la culture, Chantal L'Espérance, préconise au conseil municipal que « si la culture n'est pas perçue comme un bien essentiel, il faut au moins la considérer comme un bien nécessaire ! ».

Lorsque vient le temps de voter le budget annuel, C. L'Espérance rappelle que le développement économique est indissociable du développement culturel. « Les touristes veulent revenir à cause des événements culturels. Il faut donc faire pression sur le conseil pour aller chercher le plus possible en culture ».

Un progrès insuffisant

Cette pression a servi à la vie culturelle qui a récolté plus de ressources d'année en année. Plus précisément, l'ensemble des ressources municipales et provinciales investies en culture, depuis les quinze dernières années, atteint un total de 20M \$. En 2003, par

exemple, le Comité de la culture a réussi à obtenir 150 000 \$, plus un investissement de 75 000 \$ en 2005. Cependant, ces sommes n'ont pas été suffisantes pour combler le manque à gagner de 300 000 \$ évalué en 2002, pour subvenir aux besoins culturels.

Aujourd'hui, la situation financière est aggravée par une pleine croissance des organismes culturels. C. L'Espérance souligne : « Le manque de fonds disponibles pour soutenir les organismes culturels ralenti le processus de reconnaissance des nouveaux organismes ». Ainsi, c'est un 2 % du budget 2006 qui a été consacré aux petits organismes culturels plutôt qu'aux musées.

Le sport

Rattrapage soudain

« Depuis les années soixante, nous avons pris un retard considérable en matière de sport à Sherbrooke. Mais, depuis cinq ans, nous n'avons jamais investi autant dans le sport que cette année », souligne Marc Denault, président du Comité du sport et du plein air.

À fixer le regard uniquement sur le projet du nouveau centre multisports, qui se réalisera en partenariat public-privé avec le Groupe Axor, les besoins périphériques du milieu sportif sont facilement discrédités. Pourtant, les intervenants de ce secteur affirment qu'ils doivent défendre leurs intérêts comme tous les autres au conseil municipal, puisque les organismes sportifs sont aussi en manque de ressources. Surtout depuis la fusion, les gens doivent s'ajuster à l'utilisation des mêmes services par plus de personnes. André Cabana, directeur du Club de soccer Les Verts de Sherbrooke, ajoute : « C'est sûr que le centre multisports va combler certains de nos besoins en termes d'infrastructures, mais il y a d'autres besoins financiers auxquels

l'administration municipale ne répond pas ».

Une priorité qui s'explique

« La pression est énorme pour le sport », avoue Marc Denault qui reçoit des demandes de tous les regroupements sportifs de Sherbrooke. C'est le cas, entre autres, pour l'entretien des infrastructures sportives des écoles privées situées au centre-ville ainsi que pour les terrains de soccer extérieurs et synthétiques pour les ligues de jeunes et d'adultes.

Au-delà de cette pression populaire, l'ouverture politique au provincial a favorisé la récente valorisation du sport à Sherbrooke. Dernièrement, le ministre des Finances, Michel Audet, a accordé plusieurs millions dans son budget 2006

Et les artistes ?

De son côté, la Ville de Sherbrooke préconise dans sa Politique culturelle que l'offre municipale en la matière est « solide et de qualité ». Toutefois, elle reconnaît que l'activité culturelle repose « fort peu sur les talents locaux » et que « les artistes et les créateurs manquent de soutien, ici comme ailleurs au Québec ».

Pour donner suite à ses remarques, le conseil municipal a mis sur pied, en 2005, un fonds de 24 000 \$ dont 1000 \$ provenant du mouvement des caisses populaires Desjardins, pour soutenir les artistes locaux. Cette année, il s'agit d'un fonds de 28 000 \$ (dont 1500 \$ de

Desjardins) qui sera distribué en fonction des projets artistiques soumis par des individus ou des organismes culturels. La remise de ces bourses se fera le 14 septembre 2006.

De plus, C. L'Espérance mentionne la mise sur pied, en 2004, d'un répertoire en ligne des artistes sherbrookoïses. Fruit d'une collaboration entre la Ville et le ministère de la Culture, ce bottin permet non seulement de réseauter les artistes d'ici, mais il devient une « vitrine importante pour augmenter l'offre de contrats aux artistes locaux ».

Dans le même principe que le bottin des artistes, la Ville de Sherbrooke effectue présente-

ment le répertoire des organismes culturels, qui devra être lancé soit fin 2006 ou début 2007.

Enfin, la construction du Centre de production des arts de la scène, Jean-Besré demeure à l'agenda. Alors que le relancement des appels d'offres devrait débuter en début septembre, la décision finale sur cet investissement municipal de 2,1M \$ est prévue au conseil pour la fin du mois. Reste à voir, à ce moment-là, si la culture sera considérée comme « un bien nécessaire » qui est cohérent avec le bien-être économique de la ville de Sherbrooke.

Services des sports, culture et vie communautaire Budgets révisés des dépenses d'opération

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Vie culturelle | 853 050 \$ | 1 009 050 \$ | 1 125 697 \$ | 1 260 700 \$ | 1 308 600 \$ |
| Vie communautaire | 394 030 \$ | 481 750 \$ | 436 018 \$ | 556 700 \$ | 633 450 \$ |
| Sports (sports) | 2 058 240 \$ | 2 317 600 \$ | 2 599 200 \$ | 2 805 050 \$ | 3 069 550 \$ |
| Sports (administration) | 1 091 565 \$ | 829 150 \$ | 845 000 \$ | 881 700 \$ | 1 007 200 \$ |
| Bibliothèque | 1 825 500 \$ | 1 975 000 \$ | 2 028 800 \$ | 2 087 700 \$ | 2 137 950 \$ |
| Direction | 490 750 \$ | 328 150 \$ | 306 000 \$ | 301 400 \$ | 261 300 \$ |
| | 6 713 135 \$ | 6 940 700 \$ | 7 340 715 \$ | 7 893 250 \$ | 8 418 050 \$ |

Source : Service des finances à la Ville de Sherbrooke - Évolution du budget municipal depuis la fusion

pour les infrastructures sportives au municipal. C'est donc dans ce contexte que l'on doit situer la création du centre multisports, qui selon M. Denault, est « une occasion d'investissements qu'il faut saisir pour maximiser la tenue d'événements mobilisateurs à Sherbrooke ».

Il s'ensuit, pour le Comité du sport et du plein air, que l'augmentation des événements sportifs signale une amélioration quant au développement économique de la ville. Alors qu'un événement doit entraîner une occupation de 50 unités (chambres d'hôtels, résidences, etc.) pour avoir un impact économique positif à Sherbrooke, il explique que les activités sportives comptent pour 88 % de ces événements jugés « rentables ».

En terminant, M. Denault rappelle que le domaine du sport doit s'occuper avant tout de la santé des citoyennes et citoyens. « Il faut que les gens bougent ! », affirme-t-il. « Les élus municipaux ont donc la responsabilité de veiller sur cet aspect du bien-être de la population lors de leurs décisions au conseil ».

Peu de dialogue

Compte tenu de la croissance des besoins en matière de sport, une des priorités du comité est le développement des partenariats avec les autres institutions de la ville. D'une part, l'implication de l'Université de Sherbrooke permet de repositionner la ville sur le plan sportif ; d'autre part, il s'agit d'associations avec les écoles afin d'utiliser leurs ter-

rains au cours de l'été pour desservir les regroupements locaux.

Mais encore, des lacunes restent à souligner en cette période cruciale d'évaluation du développement des infrastructures sportives. Selon André Cabana, la communication entre les organismes sportifs et la Ville devrait être améliorée pour innover davantage en matière de sport. « La Ville ne nous consulte pas, on nous informe une fois que tout est décidé, mais c'est tout ! » Au nom de plusieurs regroupements, il exprime ses déceptions quant à leur exclusion du processus décisionnel municipal. À son avis, « il en faut plus pour le sport », non seulement en termes de ressources, mais aussi en termes de dialogue et de concertation.

Perrault tient ses promesses

Alors que le communautaire a longtemps été perçu comme « l'enfant pauvre » de la gestion municipale, ce secteur est devenu une des priorités capitales à la ville de Sherbrooke depuis la réélection du maire Jean Perrault en novembre 2005. Les espoirs patients des organismes communautaires ont enfin obtenu écho au cœur de l'administration publique : la Ville commence à structurer son rôle pour le développement social !

Pendant plusieurs années, une des grandes difficultés concernant la collaboration entre les organismes communautaires et la ville de Sherbrooke, se situait au centre de la définition des compétences municipales. La Corporation de développement communautaire (CDC) de Sherbrooke explique que le défi à relever « c'est de tracer en quoi les services offerts par le communautaire portent soit sur la santé et les services sociaux (de compétence provinciale), soit sur la vie associative (de compétence municipale) ».

Cela dit, c'est tout récemment que la Ville s'est engagée à repenser son intervention auprès des organismes communautaires. Désormais, sa vision du

bien-être des Sherbrookoises et Sherbrookoises s'élargit au-delà de la vie associative (clubs, jeux, groupes sociaux, etc.), pour inclure des éléments essentiels comme la lutte contre la pauvreté et l'intégration des communautés culturelles. Dans cette optique, Marc Latendresse affirme que la Ville est « vraiment au tout début du processus », puisque la perception du communautaire, comme une « préoccupation de gouvernance », est un tout nouveau phénomène au municipal.

Plus que de la poudre aux yeux

Si la fusion avait marqué un avancement en matière de financement des organismes communautaires, la réélection

du maire Jean Perrault a eu un impact encore plus constructif sur le développement de ce secteur. Jean-Yves La Rougery, au Service de coordination à la vie communautaire, affirme : « Avant, le communautaire était considéré dans la formulation des politiques de la ville, mais il n'y avait pas de comité en permanence. Depuis l'élection, on assiste à la mise sur pied du Comité des relations interculturelles et de la diversité, du Comité consultatif de la famille et du Comité consultatif du développement social et communautaire ».

En plus de la création de ces comités, le maire Perrault s'est engagé à faire une politique de développement social, qui va soulever les problématiques et

les lacunes du milieu communautaire à Sherbrooke. En gros, il s'agit de déterminer les besoins financiers et logistiques du secteur, dans le but de formuler un véritable plan de

En ce qui concerne les composantes concrètes du plan de développement social, Marc Latendresse laisse entendre la possibilité d'un éventuel centre communautaire qui regrouperait les locaux de plusieurs organismes. Cependant, le milieu communautaire devra patienter encore longtemps pour évaluer l'ensemble du plan d'action proposé par le Comité du développement social et communautaire.

Pour le moment, on peut conclure que les efforts des intervenant-es communautaires ont enfin porté fruit au sein de la gestion municipale. Maryse Ruel, directrice de la Corporation de développement communautaire, termine en disant : « Il semble avoir une belle collaboration, un esprit d'ouverture et un momentum à la ville, afin de discuter véritablement du développement social, de l'économie sociale et de la vie communautaire à Sherbrooke ».



Bulletin de la TROVEPE - mars 2000

développement social. Par la suite, celui-ci permettra à la Ville de mieux définir ses champs d'intervention auprès des organismes communautaires.

Immigration

L'interculturalisme prend ses racines à Sherbrooke

Pour faire suite à la Politique d'accueil et d'intégration des immigrant-es, nous nous sommes penchés sur la réalisation des engagements énoncés par la ville de Sherbrooke. Après deux ans de recul, certains résultats ne sont pas aussi spectaculaires et rapides qu'on l'aurait souhaité à la Ville, mais les progrès s'annoncent durables pour le long terme.

En 2003, un diagnostic de l'intégration des immigrant-es à Sherbrooke a été effectué par la Ville, pour comprendre la réalité des communautés culturelles qui composent 3,6 % de la population totale en Estrie. L'état de situation a fait ressortir quelques données marquantes. Alors qu'environ 40 % des immigrant-es ont un diplôme universitaire (comparativement à 25 % chez les Sherbrookoises), le taux de chômage de la population immigrante est plus élevé (11,1 %) que celui de la population totale (7,2 %). De plus, il a été souligné que les personnes immigrantes « dès leur arrivée, éprouvent de la difficulté à se loger et à se trouver un emploi à leur mesure ; elles sous-utilisent les ressources de la société d'accueil

et vivent de l'isolement social » (*Politique d'accueil* p. 6).

C'est dans cette optique que la création, en 2004, de la Politique d'accueil et d'intégration des immigrant-es s'est voulue un premier pas pour répondre aux besoins des nouvelles personnes arrivantes à Sherbrooke. Les engagements officiels de la ville portaient sur l'accès aux services essentiels, l'égalité à l'emploi, « l'exercice d'une citoyenneté à part entière » et « la reconnaissance des expériences ». En bref, les solutions théoriques proposées par la Ville marquaient un avancement significatif en matière d'intégration des immigrant-es à Sherbrooke. Par contre, aujourd'hui, ces solutions doivent être évaluées dans le concret, afin de voir à quel point la ville met véri-

tablement « en pratique la valorisation de la diversité ».

Défricher le terrain

Selon la Fédération des communautés culturelles de l'Estrie (FCCE) et le Service d'aide aux Néo-Canadiens (SANC), c'est avant tout au sein de l'administration municipale que la Politique d'accueil et d'intégration des immigrant-es a fait effet. Dans un premier temps, ces deux organismes soulignent la création du Comité des relations interculturelles et de la diversité. Composé de représentant-es du secteur de la santé, d'Emploi Québec, d'arrondissements et de commissions scolaires, ce comité est donc « une source importante de réflexion et un outil central à la ville en matière d'immigration ». Boubacar Cissé, président de la FCCE, mentionne également la création d'un sous-comité qui s'occupe des communications pour valoriser la diversité. « Il s'agit non seulement d'informer les immigrant-es des services

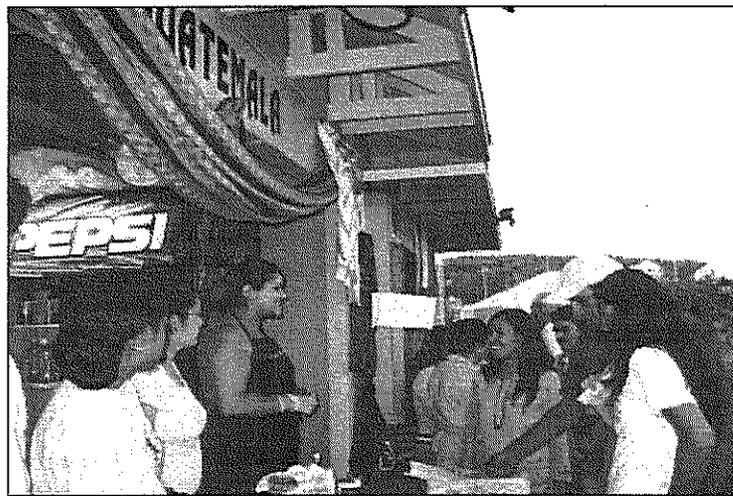


Photo : Isabelle Lombardo

« Désormais, l'action principale ce n'est plus de changer les mentalités, mais d'apprendre à profiter des différences. C'est de convaincre les autres à mettre en pratique la valorisation de la diversité » - Pierre Boisvert, président du Comité des relations interculturelles et de la diversité.

offerts par la ville, mais aussi d'informer la population sherbrookoise de l'apport de la communauté immigrante par le biais de témoignages, publicités, etc. ».

Avec Jacques Proulx de l'Université de Sherbrooke, la Ville a mis sur pied une formation sur la diversité et l'intégration des immigrant-es, pour l'ensemble de l'administration

municipale. Jusqu'à présent, seulement 35 personnes sur 1500 ont été formées, mais Pierre Boisvert assure que « ce n'est que le début ». Entre-temps, un travail est effectué auprès d'Hydro Sherbrooke, du Service de police et de la Voirie, afin d'augmenter la présence de personnes immigrantes, soit à des postes

Suite à la page 6

supérieurs, en tant qu'employées ou clientes.

Enfin, une série d'actions à l'extérieur de l'administration municipale a été entamée pour améliorer l'intégration sociale des immigrant-es. Parmi celles-ci, on compte le « tour de ville » en autobus une fois par mois, géré par le SANC. La présidente de l'organisme, Mercedes Orellana, affirme : « Cette activité leur permet de visiter



Photo : Isabelle Lombardo

C'est en mai 2004 que le premier ministre Jean Charest, la ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, le maire Jean Perrault et les représentants du Festival des Traditions du Monde ont signé une entente qui assure la tenue de cet événement pour les trois prochaines années.

des endroits stratégiques qui sont utiles pour ceux et celles qui commencent à être fonctionnels dans la société (CLSC, caisses populaires, Palais de justice, etc.). P. Boisvert termine en ajoutant qu'il existe aussi un fonds de 25 000 \$ réservé aux initiatives issues de l'immigration. Tout dernièrement, Le Mondial de soccer, organisé par le Regroupement interculturel des familles de l'Estrie (RIFE), a été un bel exemple de rapprochement interculturel à travers le sport.

Semer par l'exemple

Quant au marché de l'emploi, l'intégration des immigrant-es demeure un défi à la fois pour les communautés culturelles et les employeurs. P. Boisvert explique : « Certains entrepreneurs doivent respecter des normes de compétences lors de l'embauche. Par contre, cela demande une étude approfondie des papiers que plusieurs réfugié-es ou immigrant-es n'ont pas. D'où vient l'importance de leur accorder des diplômes pour reconnaître leurs compétences ! »

Face à cette impasse, la ville de Sherbrooke se veut un exemple à suivre. « La Ville se sent mal à l'aise de faire la morale aux entrepreneurs si elle ne fait rien pour améliorer la situation dans ses propres instances. Il faut, au contraire, que les entreprises approchent la Ville pour des conseils en matière de diversité », fait valoir P. Boisvert. C'est dans cette optique que le maire Perrault avait promis, lors de la dernière campagne électorale, l'em-

bauche de 120 immigrant-es d'ici quatre ans. Un an plus tard, on en compte quatre qui ont obtenu un emploi permanent, quatorze qui ont décroché un emploi temporaire et neuf personnes étudiantes qui ont été embauchées pour l'été (*La Tribune*, 28 juin 2006). Certes, « ce ne sont pas les gros chiffres que le maire aimerait avoir », mentionne P. Boisvert, « mais on ne peut pas changer l'ensemble de l'appareil administratif en deux ans... C'est un travail progressif ».

Au moins, ce travail progressif s'actualise dans le concret remarquant les deux organismes. Pendant six mois, la Ville de Sherbrooke a fait le recensement de tous ses postes pour mieux cibler les compétences nécessaires à l'embauche.

De plus, tous les organismes qui interviennent auprès des personnes immigrantes, ont été identifiés afin de leur diffuser les offres d'emploi de la ville. Mercedes Orellana affirme : « Cette procédure ne leur garantit pas l'embauche, mais augmente le nombre de curriculum vitae provenant de la population immigrante. Ça permet à la ville de trouver plus facilement une personne immigrante qui a les connaissances requises ».

En espérant que ces démarches s'inscrivent dans un cheminement continu d'intégration des communautés culturelles à Sherbrooke, les intervenants auprès des personnes immigrantes se disent tout de même satisfaits des résultats récoltés après seulement quelques années de travail « terrain ».

Immigration

L'exclusion sociale – Un problème d'aménagement urbain ?

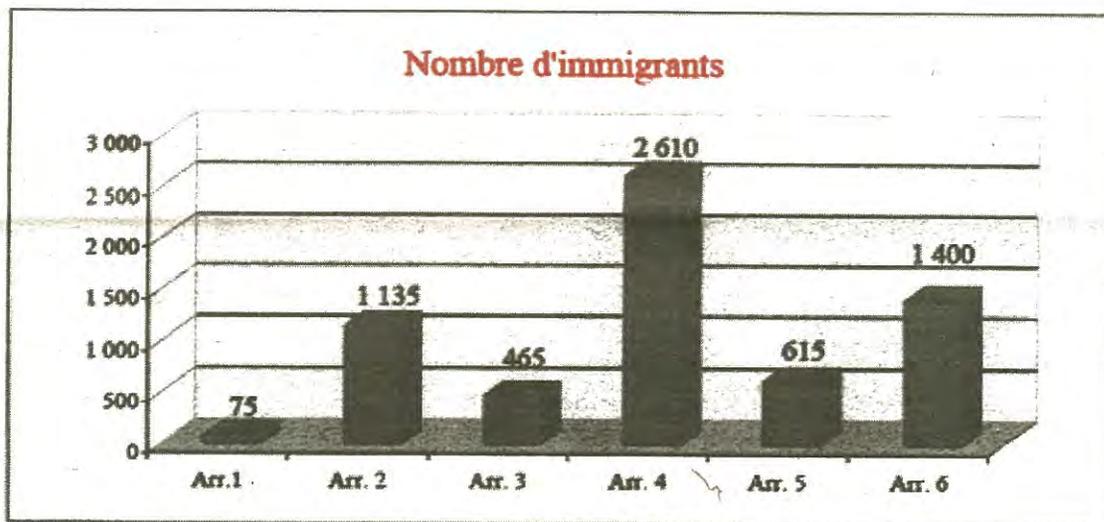
Au sujet de la concentration des immigrant-es dans l'arrondissement Mont-Bellevue, deux intervenants du milieu offrent une vision différente. Pour Pierre Boisvert, président du Comité des relations interculturelles et de la diversité, la situation des personnes immigrantes est plutôt normale et temporaire compte tenu de la précarité dans laquelle elles se retrouvent à leur arrivée. Tandis que pour Boubacar Cissé, président de la Fédération des communautés culturelles de l'Estrie (FCCE), cette concentration nuit à leur intégration dans la société. Ces deux points de vue se contredisent, tout en étant complémentaires quant à la compréhension de l'exclusion sociale vécue par les immigrant-es et des solutions que peut apporter la Ville.

Pierre Boisvert est un conseiller municipal de l'arrondissement Mont-Bellevue où habite la majorité de la population immigrante (consultez le tableau ci-contre). Il tient à nuancer les chiffres sur papier avec la réalité urbaine de son quartier. Lors d'un porte-à-porte, il a pu voir à quel point la concentration immigrante n'est pas très forte comme on peut le prétendre. « Nommez-moi une rue où l'on remarque visiblement les couleurs d'une

Un outil d'intégration

En contrepartie, B. Cissé perçoit l'urbanisme comme une voie vers la réduction de la « ghettoisation » des immigrant-es. En faisant d'abord référence à la construction de grands logements proposés par la ministre des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, Boubacar Cissé démontre la complexité d'une gestion urbaine qui favorise l'intégration des communautés culturelles.

souvent aux arrondissements. « Les immigrant-es sont davantage attirés vers la vie de quartier, car c'est une forme de participation citoyenne qui se rapproche de leur propre expérience dans leur pays d'origine ». Pour illustrer ses propos, le président de la FCCE fait référence à l'arrondissement Jacques-Cartier, où la conseillère municipale, Chantal L'Espérance, a mis sur pied un comité pour encourager les immigrant-es à s'installer



Source : Diagnostic de l'intégration des immigrant-es à Sherbrooke (2003)

culture en particulier ? On est loin des ghettos comme à Montréal ! Certes, il y a la rue Jogues sur laquelle on retrouve trois ou quatre blocs appartements, qui appartiennent à l'Office municipal de l'habitation, où résident beaucoup d'immigrant-es, mais c'est tout ! »

En ce qui concerne les conséquences de cette concentration d'immigrant-es sur cette rue, P. Boisvert ajoute : « La plupart des immigrants dans ces blocs sont en période transitoire, ce n'est pas en permanence. C'est sain et nécessaire de se retrouver avec des personnes de ta culture quand tu arrives et que tu es complètement désorienté. De plus, ce ne sont pas des logements insalubres. C'est bien ».

« C'est bien d'avoir des logements sociaux à pièces multiples pour ces familles avec beaucoup d'enfants, mais ces appartements ne doivent pas être tous dans le même bloc. Sinon, on contribue encore à l'exclusion plutôt que d'encourager la diversité. Les Québécois et les immigrants doivent vivre dans le même endroit pour vivre ensemble. Enfin, qui dit que les familles québécoises ne peuvent pas, elles aussi, bénéficier de tels logements pour fonder une grande famille ? Ça va dans les deux sens ».

B. Cissé ajoute que l'intégration des immigrant-es passe aussi par une démarche d'urbanisation qui vise la proximité des services, une responsabilité qui revient

dans le Nord plutôt que dans l'Ouest de la ville. Dans cette optique, il est intéressant de noter que cet arrondissement est celui dont le nombre d'immigrant-es est le plus élevé après celui du Mont-Bellevue.

En terminant, B. Cissé affirme que l'aménagement urbain est un outil à la fois pour valoriser la diversité et pour améliorer la qualité de vie de tous. Il encourage ainsi les démarches locales d'intégration des immigrant-es : « Si chaque arrondissement collabore avec les communautés culturelles, non seulement l'intégration sera faite d'une façon équilibrée sur le territoire sherbrookoise, mais on risque aussi de stimuler la vie de quartier pour tous les citoyens et citoyennes ».

Sherbrooke tient le record national

Le portrait familial de Sherbrooke continue d'être marqué par la présence importante de familles monoparentales, dont le taux est le plus élevé au Canada. Ce record national a souvent semblé loin des préoccupations municipales. Mais en 2004, nous avons assisté à la création d'une Politique familiale. En vue d'un plan d'action qui est maintenant développé au sein du nouveau Comité consultatif de la famille, quelques intervenants en la matière nous ont donné leur avis quant aux démarches à entreprendre.

En 2000, on comptait 16,6 % de familles monoparentales au Québec, comparativement à 21,3 % pour Sherbrooke. Aujourd'hui, c'est 29 % des familles du milieu qui sont monoparentales, pour un total de 6 430 familles. De plus, c'est environ 77 % des familles monoparentales qui ont à la tête un parent de sexe féminin.

Une pauvreté à visage féminin

Cette hausse est d'autant plus inquiétante lorsqu'on considère les problèmes de pauvreté vécus par la majorité de ces familles. Alors, qu'en Estrie, le revenu moyen pour une famille biparentale s'établit à 56 776 \$; il se situe seulement à 33 989 \$ pour une famille monoparentale. À Sherbrooke, la situation est pire pour les mères monoparentales qui ont un revenu moyen de 31 372 \$, comparativement à 41 482 \$ chez les familles dont le parent unique est de sexe masculin.

À cet effet, le Réseau d'appui aux familles monoparentales et recomposées de l'Estrie souligne : « Qu'en grande partie, les familles monoparentales ne sont pas nécessairement des familles dont le revenu est coupé de moitié, mais plutôt des familles sur les programmes de la sécurité du revenu. Les emplois de jour se font rares et les parents ont de la difficulté à faire garder leurs enfants le soir. En bout de ligne, les parents n'ont pas d'emploi malgré leurs efforts ».

Malgré l'alarme lancée il y a six ans, c'est seulement depuis le mois de janvier 2006 que le Comité consultatif de la famille a été créé pour actualiser la Politique familiale de la ville de Sherbrooke. Alors que la Politique ne porte aucune mention concernant les familles monoparentales en particulier, la ville s'engage tout de même à « tenir compte des caractéristiques socioéconomiques des familles dans le développement et l'aménagement du

territoire ». À cela s'ajoutent des engagements pour améliorer la sécurité, favoriser l'accessibilité à des services de transport en commun, aux logements de qualité abordables, à des loisirs équitables ainsi qu'à des activités et infrastructures communautaires, culturelles et sportives (*Politique familiale* p. 19).

Pour ce faire, le président du comité, Bernard Sévigny, affirme que « la ville tente présentement d'obtenir des fonds gouvernementaux et d'établir des partenariats avec les CLSC, par exemple, pour réaliser une vingtaine de projets concrets dans le cadre d'un échéancier qui sera finalisé en septembre ». En ce qui concerne les besoins spécifiques des familles monoparentales, « ce sera au Réseau d'appui aux familles monoparentales et recomposées de l'Estrie d'éclairer les autres membres du Comité consultatif de la famille lors de l'élaboration du plan d'action ».



Photo : Isabelle Lombardo

Nancy Beauséjour attend l'autobus avec ses deux enfants. Puisque l'autobus est en retard comme à l'habitude depuis les changements à la Société de transport de Sherbrooke, elle nous fait part de ses défis quotidiens : lutte contre la pauvreté, violence conjugale, thérapie, etc. Malgré son accès à plusieurs services d'aide, cette mère monoparentale affirme que les préjugés des intervenant-es dans certains organismes nuisent à la reconstruction de sa famille, plutôt que de lui donner les ressources qu'elle juge pourtant nécessaires.

Réflexion tangible sur la famille

Que suggèrent les intervenants ?

La Maison de la famille de Sherbrooke et le Réseau d'appui aux familles monoparentales et recomposées de l'Estrie ciblent clairement les façons dont la Ville peut venir en aide aux familles monoparentales.

Leurs propositions s'entrecroisent pour former un plan d'action potentiel qui est prometteur pour l'avenir du portrait familial sherbrookoïse.

Par ailleurs, le Comité consultatif de la famille a pour mandat d'analyser globalement les décisions municipales afin d'évaluer leur impact sur les familles du milieu.

Plan d'action potentiel pour les familles en 2007

- Améliorer le transport communautaire et le transport scolaire pour faciliter l'accès aux services ;
- Augmenter le soutien financier aux organismes qui viennent en aide aux parents de familles monoparentales et autres ;
- Veiller à l'éventuelle gratuité des événements et du transport, puisque seul le coût du transport est parfois trop élevé pour permettre aux familles de se déplacer ;
- Uniformiser les tarifs réduits pour les familles monoparentales pour éviter un changement à chaque événement ;
- Assurer la suffisance de logements sociaux pour les familles à faible revenu ;
- Veiller à la sécurité des familles dans les parcs et aux feux de circulation ;
- Augmenter la publicité des événements et des services offerts auprès des familles monoparentales qui sont parfois isolées ;
- Encourager des mesures de conciliation famille-travail en changeant les heures d'ouverture des bureaux municipaux et en étant un employeur modèle en la matière.

« On note une augmentation du stress qui mène à des problèmes de détresse psychologique, des problèmes de discipline chez les enfants et des problèmes de communication. La vie va trop vite et les gens ont de la difficulté à établir leurs priorités, selon leurs valeurs. C'est dans cette optique que la ville devrait se concentrer sur cette problématique principale, qui nuit énormément à la qualité de vie des familles sherbrookoïses, comme partout au Québec ».

Nicole Lebac - Maison de la famille de Sherbrooke

Un cul-de-sac qui coûte cher

Il est grand temps d'être honnête sur la détérioration du secteur manufacturier à Sherbrooke qui est « plus que jamais » appauvri par la montée de la concurrence chinoise. C'est l'avis de Pierre Bélanger, vice-président des ressources humaines de l'entreprise Produits American Biltrite ltée. Celui-ci affirme que la ville doit arrêter de négliger le secteur industriel qui se situe désormais dans l'ombre de « l'économie du savoir ». C'est le même cri d'alarme à la Société de développement économique de Sherbrooke (SDES) où Pierre Dagenais affirme que les élu-es doivent « mettre leurs culottes » pour contrer la chute capitale des emplois manufacturiers.

Alors que Produits American Biltrite ltée est une des dix principales entreprises manufacturières à Sherbrooke, aujourd'hui, elle se retrouve dans une impasse comme la plupart des entreprises du secteur industriel québécois. Comme ces entreprises sont sévèrement touchées par la concurrence chinoise et la baisse du dollar américain, leurs dirigeants sont découragés de voir arriver au Québec des produits de caoutchouc, dont le prix est même inférieur au coût de la matière brute en région. « Lorsqu'on a des salariés à 20 \$ de l'heure, en plus des bénéfices sociaux, c'est carrément impossible d'y arriver, il n'y a aucune marge de main-d'oeuvre ! », affirme P. Bélanger.

Considérant que la fabrication de produits de caoutchouc et

de plastique crée le plus d'emplois dans le secteur industriel sherbrookoïse (14 %), ce cul-de-sac est inquiétant pour l'avenir des gens qui travaillent dans ce domaine. Pour Produits American Biltrite ltée, il s'agit concrètement d'une réduction de 25 % du personnel, soit 86 salariés comparativement à 110 salariés auparavant.

C'est la même tendance pour l'ensemble du secteur dans la ville. P. Dagenais de la SDES explique : « Malgré une hausse continue des emplois manufacturiers à Sherbrooke depuis 1992, l'année 2005 marque une baisse importante de 3,8 % des 15 700 emplois du secteur industriel ». Sur le plan économique estrien, on compte environ 10 200 emplois manufacturiers perdus depuis un peu plus de deux ans (*La Tribune*, 24 mars 2006)¹.

Création d'emplois, à quel prix ?

En réponse à cette crise, le maire Perrault avait annoncé, lors des dernières élections municipales, le maintien des emplois industriels ainsi que la création de 1000 nouveaux emplois dans les secteurs de la recherche, des services et des télécommunications. Jusqu'à présent, les résultats sont plutôt négatifs. À la perte d'environ 1 700 emplois à temps plein, s'ajoute une hausse importante des emplois à temps partiel et à statut précaire. En bref, il s'agit du remplacement des emplois manufacturiers à 20 \$ de l'heure par des emplois de services, dont le coût de la main-d'oeuvre est moins élevé.

Selon Pierre Bélanger, cette survalorisation du secteur des services agit au détriment du secteur industriel à la ville de

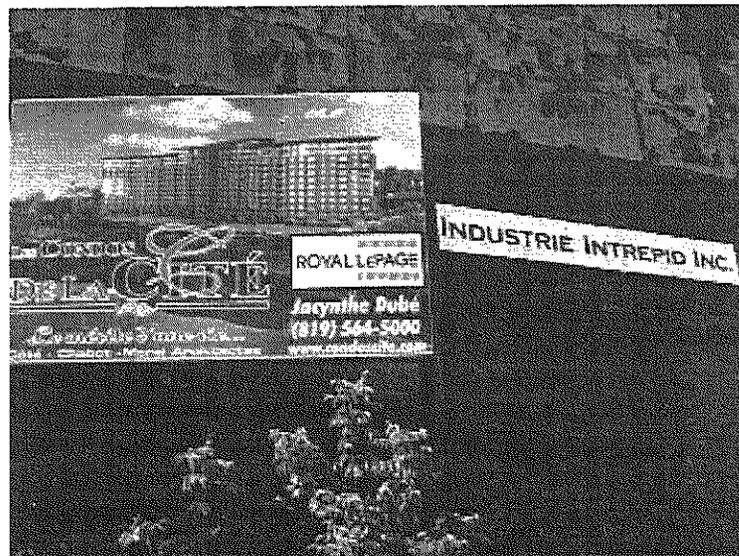


Photo : Isabelle Lombardo

Une usine abandonnée près du Lac des Nations rappelle la désintégration du secteur industriel sherbrookoïse, symbole des milliers de pertes d'emplois depuis la montée de la concurrence mondiale.

Sherbrooke. Il dénonce : « À l'heure actuelle, les élu-es ne favorisent pas suffisamment le secteur manufacturier. Ce que l'on encourage, ce sont les services et les institutions. Certes, on aménage le parc industriel et on offre des tarifs réduits pour les entreprises, mais il y a encore beaucoup d'efforts à faire. Prenons l'exemple de la Conférence régionale des élu-es (CRE), où

l'on ne retrouve aucun représentant industriel. Pourtant, depuis 25 ans, il existe la Maison régionale de l'industrie en Estrie, qui regroupe près de 50 % du secteur. Pourquoi ses représentants ne sont-ils pas invités à la table pour discuter d'un développement économique durable ? »

1- La baisse des emplois manufacturiers à Sherbrooke de 2003-2005 est 2,2 % (*La Tribune*, 7 août 2006).

Concurrence mondiale

« Mettre ses culottes...Made in Québec ! »

Provoquée par de nombreux facteurs politiques, économiques et démographiques, la perte d'emplois manufacturiers à Sherbrooke, comme ailleurs au Québec, concerne l'ensemble des acteurs de la société. Pour Pierre Dagenais (SDES) et Pierre Bélanger (American Biltrite), c'est la responsabilité des élu-es, des producteurs et des consommateurs, d'assurer la survie de l'industrie québécoise.

Dans cette optique, la SDES encourage les entrepreneurs à effectuer un virage technologique pour créer des emplois spécialisés et fabriquer des produits à « valeur ajoutée ». Concrètement, cela signifie pour l'entreprise Produits American Biltrite ltée qu'elle doit développer des produits de caoutchouc uniques qui vont répondre à des besoins d'ici. « On fabrique actuellement un caoutchouc spécifiquement pour Hydro Québec par exemple, et on fabrique des produits plus écologiques pour certaines villes pro environnement aux États-Unis. C'est

vraiment de cette façon qu'on peut arriver à préserver la qualité de nos produits et de nos emplois, tout en contrant la concurrence chinoise », explique P. Bélanger.

Cela dit, la solution prioritaire face à cette concurrence demeure la consommation de produits locaux. Alors qu'elle peut se faire sur une base individuelle, ces deux intervenants préconisent qu'il faut voir plus loin, et surveiller les achats des institutions sherbrookoïses. Selon P. Dagenais, il s'agit de faire un suivi des achats effectués par les fonctionnaires à la ville. « C'est



Dessin : Pierre Arel

une problématique partagée entre l'octroi de contrats à des amis/entrepreneurs et une négligence quant à la consommation locale. Il faut que les élu-es mettent leurs culottes et surveillent les contrats octroyés ailleurs qu'à Sherbrooke ! » Au-delà de l'administration municipale, Pierre Bélanger souligne qu'il faut aussi surveiller les achats des écoles et des hôpitaux. « Alors qu'on fait des tapis de plancher de qualité, certaines institutions vont se procurer des tapis en Italie ! Là, ce n'est même pas une question de réduction des

coûts, mais un manque de sensibilité face à l'importance de la consommation locale ».

Penser global, agir municipal !

Enfin, si les notions de « néolibéralisme économique » et de « libre-échange » semblaient lointaines et abstraites pour s'en préoccuper auparavant, il devient de plus en plus incontournable de remarquer leurs conséquences réelles à Sherbrooke.

Certes, le problème s'étale partout au Québec et même à l'échelle planétaire. Mais cela n'empêche pas les solutions de provenir de tous les lieux de pouvoir, y compris, et surtout, des conseils municipaux, des entreprises locales, des organismes communautaires et des comités de citoyens et citoyennes.

Pas un don de charité

Il existe d'autres voies pour contrer la concurrence mondiale. Ainsi, au cours d'une entrevue, Guy Rancourt, de l'entreprise Récupex-Tafi, nous a partagé sa vision de l'économie alternative. Surtout dans le contexte actuel, il affirme qu'il faut repenser nos façons de faire pour construire « un véritable partenariat avec les acteurs de notre société civile ainsi que celles du Sud ». D'une part, il souligne les avancements à la ville de Sherbrooke en matière de développement durable ; d'autre part, il rappelle l'importance d'établir la crédibilité de l'économie alternative à travers l'offre professionnelle de produits de qualité.

Ce partenariat s'actualise à travers une consommation de produits locaux dont la fabrication est porteuse de mission sociale. À Récupex, par exemple, il s'agit d'engager des gens en réinsertion sociale pour fabriquer des sacs écologiques, sur lesquels les oeuvres d'art de MURIRS sont imprimés.

Cependant, cet échange « donnant-donnant » dépasse les frontières avec le commerce équitable. C'est dans cette op-

On se doit de reconnaître que la promotion des valeurs écologiques par le conseiller municipal Jean-François Rouleau, a eu un impact considérable sur la vente des sacs en tissu. « De plus en plus, nos sacs sont achetés par des grandes corporations, des organismes ainsi que la SDES qui, de son côté, fait imprimer les images de MURIRS pour Tourisme Sherbrooke. Alors on voit vraiment une progression

citoyen-nes quant à la consommation de produits locaux et équitables. Au contraire, les entreprises qui oeuvrent pour le développement durable doivent se percevoir comme n'importe quelle autre entreprise privée. Cela implique une continuelle professionnalisation des services. « Encourager l'économie sociale, ce n'est pas un don de charité ! Ça doit être une alternative économique qui offre des produits

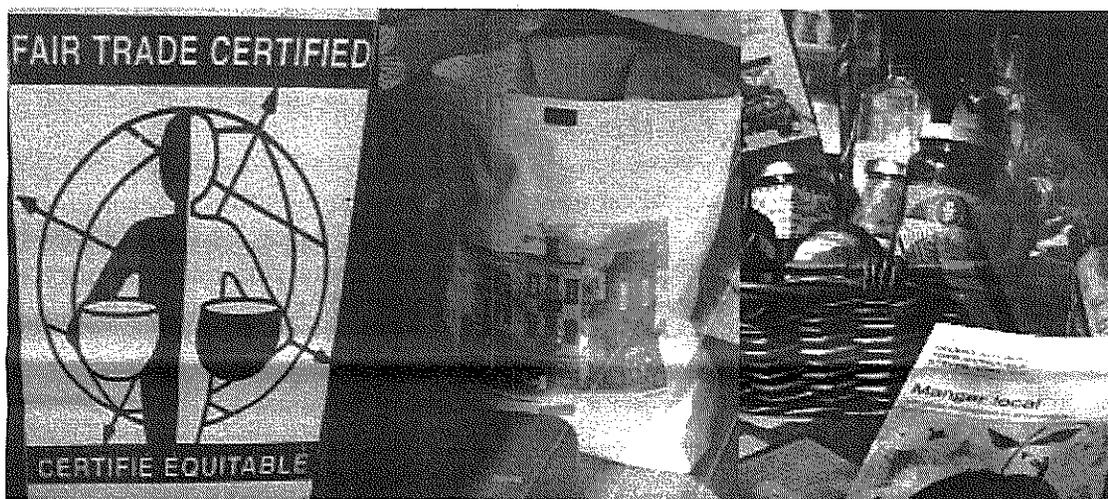


Photo : Isabelle Lombardo

tique que Tafi présente, à chaque année, une programmation d'ateliers, de conférences et d'activités dans le cadre de l'événement « automne équitable », pour sensibiliser les gens à l'importance de leurs choix individuels.

Un pas, deux pas...

Malgré des erreurs en terme de consommation responsable, dont l'importation de sacs faits en Inde l'hiver passé, la ville est loin de reculer sur le plan du développement durable et de l'économie alternative. Parmi les « bons points », G. Rancourt mentionne l'octroi d'une subvention de 11 000 \$ pour le démarrage de Tafi et l'implication de la Ville en tant que partenaire financier lors du dixième anniversaire de Récupex. À cela s'ajoute l'utilisation gratuite du site d'enfouissement pour l'entreprise, compte tenu de ses efforts pour récupérer environ 25 000 livres de tissus rejetés par d'autres commerçants.

— pas juste sur une base de consommation individuelle ». En terminant, Guy Rancourt fait valoir qu'en bout de ligne, la responsabilité de l'économie alternative repose sur les épaules des entreprises elles-mêmes. Ainsi, il ne faut pas blâmer les

qui sont crédibles et de qualité. La valeur ajoutée des produits se trouve, par la suite, à travers les valeurs sociales que les produits transmettent, en s'inscrivant au coeur d'une économie qui veut faire les choses autrement ».

À surveiller, colloque en octobre
« L'économie sociale : Une valeur ajoutée pour l'Estrie »

COLLOQUE
L'économie sociale : une valeur ajoutée pour l'Estrie
 Le 16 octobre 2006, au Centre de villégiature Abenonx à Orford

Au programme :

- Une conférence d'ouverture animée par moniteur Claude Séguin
- Un débat d'actualité pour une même table à la lumière des réalités locales et à la responsabilité sociale
- Une présentation de différents projets sociaux en cours
- Un bref portrait des impacts économiques et sociaux de l'économie sociale en Estrie

Programme complet à venir bientôt

Organisé par l'USQ, Réseau d'entreprises d'économie sociale de l'Estrie

Téléphone : (819) 563-1071
 885, rue Saint-Jacques, Sherbrooke (Québec) J1R 3K2
 www.usq.qc.ca

Revenez la date du 16 octobre 2006 à votre agenda. Une journée inspirante et vivifiante vous attend!

COLLOQUE
L'économie sociale : une valeur ajoutée pour l'Estrie
 UNE PREMIÈRE POUR NOTRE RÉGION!

Canada Québec

Des consultations publiques qui ont valu la peine

À partir de consultations publiques effectuées dans le passé, il est difficile d'évaluer à quel point ces dernières ont eu un véritable impact sur les décisions du conseil municipal. Chaque secteur administratif possède ses propres comptes rendus de ses consultations. Par contre, aucun comité n'est chargé de regrouper l'ensemble de ces données pour tracer l'évolution de la vie démocratique à Sherbrooke.

En ce sens, le journal tient à souligner l'importance d'une centralisation de l'information à ce sujet, afin d'évaluer globalement l'influence de la participation citoyenne au municipal. *Entrée Libre* a sélectionné deux exemples aléatoires de consultations publiques qui ont porté fruit, le premier sur la gestion des matières résiduelles, le second, sur la privatisation du parc Howard.



DÉ MO CRA TIE !

Source : Collectif Féminisme et Démocratie 2005

Plan de gestion des matières résiduelles

En juin 2004, une consultation publique a été réalisée concernant le plan de gestion des matières résiduelles 2004-2008. Comme ce plan ne comportait aucune remarque sur les industries, les commerces et les institutions (ICI), les 63 participant-es ont revendiqué l'inclusion de ces derniers dans le projet de développement durable. En gros, le Comité du développement durable a été conseillé de bonifier le plan de gestion pour l'automne.

Le 18 octobre 2004, une version finale a été adoptée par la Ville et acheminée au gouvernement provincial. Alors que la Ville n'était pas tenue légalement de mettre en place des moyens de récupération pour les ICI, plusieurs actions ont été proposées en ce sens (*Plan de gestion* p. 89). Parmi celles-ci, on compte une collecte des matières recyclables dans le milieu scolaire, l'intégration des petits ICI et des organismes communautaires à la collecte sélective résidentielle, l'implantation à long terme d'une collecte des matières recyclables dans tous les ICI et la disponibilité des contenants de récupération dans tous les centres d'achats et les commerces (*Plan de gestion* p. 90).

Considérant qu'aujourd'hui le Carrefour de l'Estrie recycle environ 70 % des matières résiduelles produites par le centre commercial (*La Tribune*, 3 juillet 2006), c'est sans doute une victoire pour les participant-es à cette consultation publique !

Parc Howard : Cité des rivières

Durant l'été 2000, le projet Cité des rivières a été évalué lors de nombreuses consultations publiques. Parmi les commentaires et suggestions, la privatisation du Domaine Howard en jardin botanique payant ou en restaurant haut de gamme, a fait l'objet d'un tollé de protestations. Dans chacune des consultations publiques, le parc Howard avait été « classé intouchable » afin de maintenir le libre accès au site pour les Sherbrookoises et Sherbrookoises (*La Tribune*, 21 juin 2000).

À la suite de cette levée de boucliers, les élu-es municipaux ont pu constater à quel point la privatisation du parc Howard pouvait nuire à l'appui populaire pour l'ensemble du projet Cité des rivières. Par conséquent, la ville a dû revoir les offres des concepteurs et reculer complètement sur le changement de zonage dans le secteur du parc. Mission accomplie pour les personnes participantes aux consultations publiques !

Occuper son espace

Alors que la politique municipale est sans contredit le palier gouvernemental le plus près des gens, on pense rarement à ses instances pour pouvoir s'exprimer. Pourtant, les conseils municipaux, les consultations publiques, les référendums et les comités de quartier demeurent des espaces publics à portée de la main. En nous permettant d'influencer la gestion de notre ville, ces lieux d'expression sont des outils qui favorisent l'exercice de la démocratie et aident à voir son impact au quotidien.

Maître Chabot, greffière à la ville de Sherbrooke, est ravie de constater que la participation citoyenne au sein de la municipalité a augmenté ces dix dernières années. En ce qui concerne les consultations publiques, elle ajoute : « C'est sûr que la participation se concentre autour des dossiers chauds, mais c'est souvent les gens qui se présentent d'une façon ponctuelle qui font avancer les choses ». Cela dit, il faut avouer que la participation citoyenne aux consultations qui portent sur des questions courantes, est très faible, surtout lorsqu'il s'agit de changements tels que les feux de circulation, les arrêts, etc. « Il n'y a personne dans environ 90 % des cas », souligne-t-elle.

Au-delà de la loi

Pourquoi donc continuer d'effectuer des consultations publiques malgré ce faible taux de participation ? Cela

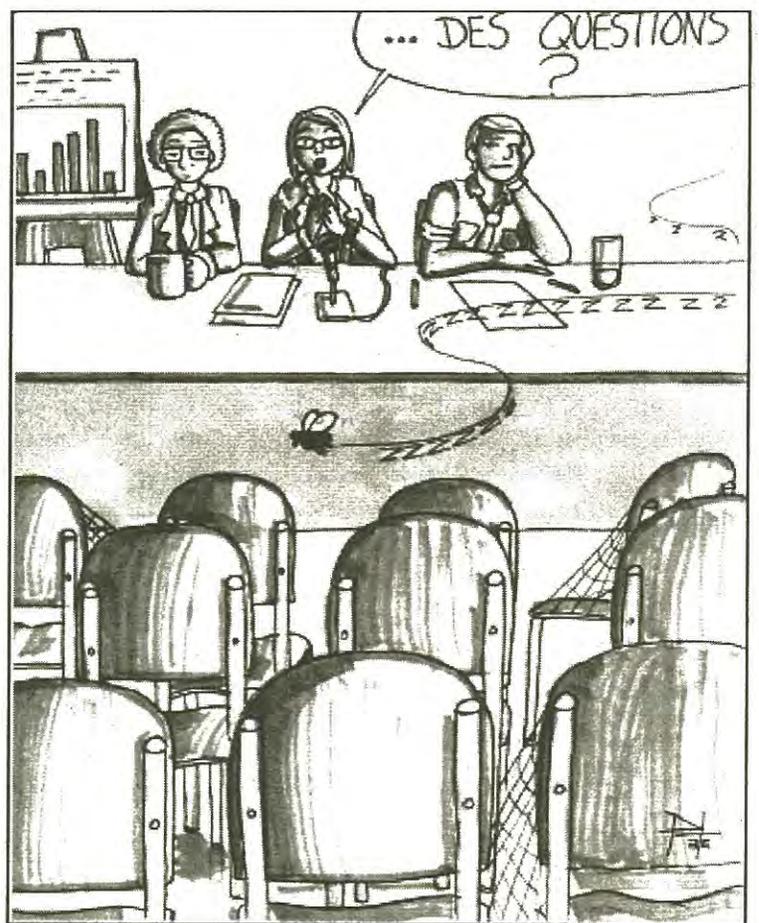
est dû à l'obligation découlant de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ainsi que de la Loi sur les Cités et villes. De plus, les élu-es sont juridiquement tenu-es de publier la documentation nécessaire pour ces consultations, soit par la poste ou dans le quotidien régional. Toutefois, même si la tenue de ces consultations est exigée par la loi, rien n'oblige les élu-es à intégrer toutes les demandes exprimées par les gens participants. Néanmoins, Maître Chabot tient à mentionner que les citoyen-nés ont toujours droit au référendum pour reprendre le contrôle sur une décision d'urbanisme.

Au-delà de la loi, on doit reconnaître que la Ville de Sherbrooke fait des efforts afin d'impliquer davantage la population dans les consultations publiques. Pour prendre l'exemple du dernier plan d'urbanisme, le conseil municipal a décidé de transmettre un résumé du document par

la poste à tous les citoyen-nés, même si cela entraînerait des coûts supplémentaires. Par la suite, la Ville a mis sur pied trois soirées « portes ouvertes » pour répondre aux questions spécifiques des gens, et ce, en plus des séances de consultations publiques effectuées dans chaque arrondissement.

S'informer pour s'exprimer

Malgré ces efforts de publication, il est facile de manquer le bateau quand vient l'occasion de s'exprimer sur un sujet qui nous tient à coeur. Pour éviter ce genre de situation, Maître Chabot rappelle que toutes les informations nécessaires pour les consultations publiques se retrouvent dans la section des annonces classées dans *La Tribune*. De plus, le site web de la ville permet d'avoir accès à des documents importants ainsi qu'aux coordonnées des personnes-ressources.



Dessin : Pierre Arel

Malgré une augmentation générale de participation citoyenne à la vie municipale, il n'y a personne aux consultations publiques dans environ 90 % des cas.

Enfin, il est recommandé de prendre contact avec sa conseillère ou son conseiller pour faire acheminer un dossier particulier sur la scène municipale. « Surtout lorsqu'on ne se sent pas à l'aise de parler

en public », termine Me Chabot, « les élu-es sont là pour parler à notre place et nous représenter au conseil. Il faut donc profiter de cette courroie entre les citoyens et le centre décisionnel ».

Mot de la fin

Un regard sur notre « chez nous » sherbrookoïse, c'est aussi un regard sur les lieux de pouvoirs qui nous appartiennent en tant que citoyens et citoyennes de notre ville. Pour cristalliser ses idées, choisir ses implications et trouver sa place, il est donc important de porter attention aux enjeux municipaux afin d'influencer les décisions qui nous affectent au quotidien.

Certes, les choses semblent avancer très lentement et il est parfois difficile de cerner la vision d'avenir de toutes ces personnes élues. Mais encore, faut-il participer aux consultations publiques, interpellier nos représentant-es et nous présenter nous-mêmes lors d'élections municipales ! Sans contredit, c'est de cette façon que nous pourrions faire de Sherbrooke, une ville exemplaire sur les plans de l'écologie, l'équité, l'économie alternative, la famille, le développement local et la vie démocratique.

PAR ISABELLE LOMBARDO

Remerciements : Le journal tient à remercier ces personnes pour leur collaboration qui a permis d'enrichir le contenu du dossier « Vie municipale ».

- André Cabana : Club de soccer les Verts de Sherbrooke
 - Bernard Sévigny : Comité consultatif de la famille
 - Boubacar Cissé : Fédération des Communautés culturelles de l'Estrie
 - Chantal L'Espérance : Comité de la culture
 - Guy Rancourt : Récupex-Tafi
 - Jean-Yves La Rougery : Coordination à la vie ommunautaire
 - Louise Héroux : Conseil Sport Loisir de l'Estrie
 - Maître Chabot : Greffière à la Ville de Sherbrooke
 - Marc Denault : Comité du sport et du plein air
 - Marc Latendresse : Service sports, culture et vie communautaire
 - Maryse Ruel : Corporation de développement communautaire
 - Mercedes Orellana : Service d'aide aux Néo-Canadiens
 - Michel Francoeur et Lucie Roch : Réseau d'appui aux familles monoparentales et recomposées de l'Estrie
 - Nicole Leblanc : Maison de la famille de Sherbrooke
 - Pierre Bélanger : Vice-président des ressources humaines de l'entreprise Produits American Biltrite ltée
 - Pierre Boisvert : Comité des relations interculturelles et de la diversité
 - Pierre Dagenais : Société de développement économique de Sherbrooke
- Malgré le retrait des articles sur la violence conjugale (faute d'espace dans le dossier) le journal tient également à remercier :
- Louida Brochu : Comité de sécurité publique
 - Francine Collard : L'Escale
 - André Lemire : Service de Police à la Ville de Shebrooke



CRÉMI

Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

Visitez notre site web
www.aide-internet.org/cremi

Pour information : 346-0101

Analyse du mix commercial au centre-ville

L'analyse qui suit a été réalisée par Timothée Fumery et Jérémie Oudot, étudiants français de l'Université Paris 12 – UT de Fontainebleau, lors de leur stage au Québec d'avril à juin dernier. L'objet de ce stage était de veiller à la mise à jour de la banque de données regroupant les commerces et immeubles du centre-ville de Sherbrooke.

Compte tenu de la collaboration des commerçants lors du recensement des places d'affaires pour déterminer la composition du mix commercial du centre-ville, nous estimons essentiel de transmettre les résultats de l'analyse terminée.

Le centre-ville compte 858 places d'affaires réparties dans les catégories suivantes :

| | |
|---|----------------------|
| Achats courants : | 13% (ex. épicerie) |
| Achats semi courants : | 26 % (ex. vêtements) |
| Achats réfléchis : | 23% (ex. meubles) |
| Restaurants, loisirs, divertissements : | 20% |
| Institutions : | 18% |

Non seulement ces résultats confirment la position du centre-ville de Sherbrooke en tant que pôle administratif, pôle culturel et pôle de commerces de détail et services spécialisés mais, en même temps, ils valident les intentions du plan d'urbanisme.

L'étude se poursuit dans le cadre du programme Placement carrière été avec l'arrivée de madame Céline Grondin et de monsieur Sylvain Benoît. L'objectif de leur travail est de connaître l'importance de chaque catégorie de commerce selon sa superficie en pieds carrés.

Source : Rumeurs! Vol.5, numéro 27 juillet 2006

Déjà huit ans et plus que durable !

Graphiq Illustration fête ses huit ans. L'entreprise réunit sous une même enseigne les qualités de l'artiste passionné, l'efficacité de l'entreprise dynamique à l'écoute de ses clients et l'engagement de ceux qui sont conscients de la communauté dans laquelle ils oeuvrent !

En mai 2006, Graphiq Illustration a reçu le titre d'entreprise du mois décerné par Éco-durable pour son dévouement au développement durable, qui fut le sujet d'une entrevue à CHLT 630 dans la chronique Environnement. Pour en savoir plus, vous pouvez visiter leur site à l'adresse suivante : www.graphiq.ca

Source : Rumeurs! Vol.5, numéro 27 juillet 2006

Solidarité Populaire Estrie



187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidari@aide-internet.org

*Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse*



*Le syndicat des prestataires de
l'assurance-chômage en Estrie*

ACTIF DEPUIS 1980 (819) 566-5811
Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke QC J1H4Z4
Membre du MASSE
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi

Une vision murs à murs

À la suite du bilan de la saison estivale 2005, les jeunes fréquentant la Maison des jeunes de Fleurimont la Maize, ont beaucoup discuté de l'état désastreux du parc et de la maison. Années après années, les actes de vandalisme ne faisaient qu'augmenter. Ils ont donc manifesté leur besoin de mettre en place des moyens pour éviter que cette ascension se perpétue durant l'été 2006. Leurs voix ont été entendues et le projet de murales sur les deux principaux murs extérieurs a vu le jour.

Les murs de la maison étaient en décrépitude et plusieurs morceaux manquaient au revêtement de plastique. Dans le parc, la maison apparaissait comme une vieille baraque et son apparence avait un impact sur l'opinion des citoyens et citoyennes par rapport à la Maize et aux jeunes qui la fréquentent. Ils ont donc voulu mettre fin à cette situation et attirer, à nouveau, un regard positif sur leur milieu de vie. De cette volonté, est né le projet « Une vision murs à murs » qui a mis les jeunes en action leur permettant de développer différentes habiletés. Il a été rendu possible grâce au soutien à l'action communautaire de la ville de Sherbrooke. Son volet artistique rigoureux a nécessité l'embauche d'une personne ressource. C'est Bruno Rathbone, un artiste reconnu dans ce domaine, qui en tire les rênes.

Des citoyens actifs

Comme la mission de la Maison des jeunes est de les accompagner afin qu'ils deviennent des citoyens critiques actifs et responsables, les objectifs poursuivis par ce projet y contribuent. Ainsi, celui-ci veut amener les jeunes à poser des gestes concrets

pour mettre fin au vandalisme sur la maison des jeunes ; contribuer à mettre les jeunes en action pendant la saison estivale ; amener les jeunes à s'exprimer de façon constructive par le biais de l'art ; rassembler des jeunes autour d'un projet d'envergure ; rendre le parc Desranleau plus attrayant pour tous les



citoyens ; alimenter le sentiment de fierté et d'appartenance des jeunes face à la Maize et au parc ; attirer l'attention sur notre milieu de vie et ainsi le faire connaître à la population.

Ils étaient dix...

Les dix jeunes participants en sont la pierre angulaire et ils se sont penchés sur la vision qu'ils voulaient partager avec la communauté. Pour ce faire, ils ont réalisé plusieurs actions :

recherche d'images, dessin et confection de la maquette, organisation d'une conférence de presse, planification d'une visite à Montréal afin de participer à *Underpressure*, une convention internationale de graffiti. Pour y aller, ils ont fait de l'autofinancement en vendant des nez de clown au Grand Rire de Sherbrooke. Après plusieurs semaines préparatoires, ils se sont attaqués dernièrement aux murales.

L'été durant, ces dix jeunes ont cumulé de nouveaux acquis en expérimentant diverses facettes du travail d'équipe, en participant à toutes les étapes de la réalisation du projet et en approfondissant des notions artistiques. Cette murale sera le symbole d'un été d'apprentissage et de travail. Pour chacun d'entre eux, la valorisation sera énorme. L'inauguration des murales se fera le 2 septembre prochain. Allez voir, ça vaut le déplacement ! La Maison des jeunes de Fleurimont est située au 1731, chemin Galvin à Sherbrooke. Pour plus d'informations, vous pouvez téléphoner au 819-569-4700 ou écrire à l'adresse courriel maizefleurimont@hotmail.com

Source : Ani Léveillé, coordonnatrice
La Maize

Le projet clinique, qu'est-ce que c'est ?

Le projet clinique est une démarche visant à donner aux partenaires d'un réseau local de services de santé et de services sociaux une vision commune des besoins de la population et à décider ensemble des priorités d'amélioration pour mieux répondre aux besoins.

Trois objectifs fondamentaux : La démarche entourant les projets cliniques vise principalement à mieux répondre aux besoins de santé et de bien-être de la population. Pour ce faire, le ministère de la Santé et des Services sociaux demande en priorité aux centres de santé et services sociaux, à leur réseau local de services, aux établissements à vocation régionale et aux agences de favoriser l'atteinte des trois objectifs fondamentaux suivants, soit : l'accessibilité, la continuité et la qualité des services. Ces trois objectifs sont au coeur du projet clinique et supportent la réflexion des partenaires des

réseaux locaux de services pour ajuster le volet clinique de services et le volet organisationnel des services.

À Sherbrooke, on compte, en 2006, 21 077 personnes âgées de 65 ans et plus, soit 14 % de la population. Ce taux grimpera à près de 16 %.

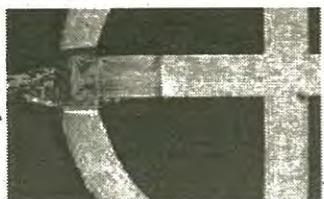
Source : RLS de Sherbrooke, Volume 1
numéro 1 juin 2006



187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir



Sophie Scholl, der Letzte Tages (Les derniers jours)

PAR YANICK BILODEAU

Réalisé par Marc Rothemund, ce film allemand auréolé de prix prestigieux (Ours d'argent à Berlin, European Film Awards et German Film Awards pour la meilleure actrice) gagnait nos écrans cet été. Ce film n'avait pas de quoi faire courir un public estival : aucune star alléchante, un sujet historique plutôt sombre sous l'Allemagne nazie et, coup de grâce, présentation dans sa version originale allemande avec sous-titres français. Tous ces facteurs peuvent expliquer une salle vide une fin de soirée d'été. Mais venons-en au fait.

Le film raconte l'histoire de Sophie Scholl (Julia Jentsch), membre de La Rose Blanche, un groupe de contestataires qui critique le régime nazi et la guerre dévastatrice menée par Hitler. Ce qui, avouons-le, nous change des histoires de héros protecteurs sauvant les Juifs des camps de concentration auxquelles le cinéma nous a un peu trop habitués. Au sein de ce groupe, il y a donc Sophie, 21 ans, son frère Hans et un certain Probst, jeune père de famille. Trois esprits libres épris de justice qui s'attaquent à un monstre sanguinaire sans merci, le régime nazi, sous lequel on marchait en cadence... ou on crevait.

Les mots comme arme

Sophie et ses camarades choisissent les mots comme arme de sensibilisation massive. Ils écrivent et distribuent des tracts, juste avant le début des cours à l'Université. Bien qu'ils aient pris toutes les précautions nécessaires, ils sont vite repérés et épinglés. Nous sommes le 18 février 1943.

Au terme d'un interrogatoire très éprouvant, Sophie finit par avouer être responsable de la

rédaction de cette propagande anti-nazie qui affirme que l'Allemagne a déjà perdu la guerre et qu'Hitler ne fait que prolonger un bain de sang inutile. De tels aveux, inacceptables dans un régime totalitaire, ne font qu'aggraver sa situation, d'autant plus qu'elle ne craint pas de proclamer qu'elle est fière de son combat.

Sophie et ses complices seront donc accusés de haute trahison, de démoraliser les troupes, d'aider l'ennemi et de mépriser le *Gottes* (Dieu) allemand, ce très aimable Führer intouchable. Ils seront emprisonnés, puis condamnés au terme d'un simulacre de procès sans aucun témoin. À peine une semaine après leur arrestation, on les exécute. Injustice inhumaine, disproportionnée et expéditive, typique d'un régime totalitaire. C'est la guerre qu'Hitler doit gagner et nul ne peut soupçonner qu'il est en train de la perdre...

Un idéal de liberté et de justice

Bien sûr, c'est un film très bouleversant, qui soulève les passions. À titre d'exemple, le procès final est assez éprouvant pour les

nerfs du spectateur. Il est difficile de ne pas détester ce juge qui criait sans arrêt ! Notre conception de la justice est évidemment en totale opposition avec ce qu'on voit à l'écran. Le spectateur s'identifie donc automatiquement au combat de Sophie et de ses camarades empreints d'idéaux de liberté et de justice. D'autant plus que l'interprétation de Julia Jensch (Sophie) est remarquable de vérité tout comme celle du chef de police Robert Nohr joué par Alexander Held. Ce dernier tentera au fil des interrogatoires, de la convaincre d'avouer ses torts (de son point de vue à lui) pour qu'elle échappe à l'exécution.

Du côté stylistique, il faut noter une trame sonore qui réussit très bien à communiquer la tension ressentie par les personnages. Que dire de la finale, qui exprime magistralement la barbarie dans lequel le III^e Reich s'était enfoncé... Bref, on a ici un film, certes douloureux, mais nécessaire à nous faire prendre conscience d'une autre page des aberrations de l'Allemagne nazie, vue de l'intérieur. A voir prochainement en DVD ou fort probablement au Théâtre Granada, cet automne.

Productions Littorale présente

PIERROT FOURNIER

Dans un tour de chant réservé à Jacques Brel

« Pierrot Fournier... redonne vie aux tubes du grand Jacques à sa façon : craquant Ti-Coune pour livrer Les bonbons, soixante-huitard l'espace de se moquer de ces cochons de bourgeois... Et soudain, sans crier gare, vlan ! Voir un ami pleurer... Le choc. J'ai été ému comme jamais je ne l'avais été avant, pendant un spectacle ». (Jean-Yves Girard, *Le Devoir*, 24 octobre 2003)

« En prêtant aux trois grands de la chanson française son souffle et sa vie, Pierrot Fournier ne fait pas que nous rendre leur génie et leur présence : il nous permet de découvrir, comme au théâtre, sa propre sensibilité d'interprète ». (Régis Tremblay, *Le Soleil*, 29 avril 2004)

« Pierrot Fournier, interprète par excellence des chansons de Jacques Brel ». (*La Presse*, 17 avril 2003)



Pierrot Fournier en spectacle

Le 9 octobre 1978, le grand Jacques nous quittait, laissant derrière lui des trésors de chansons... Quand on a que l'amour, Voir un ami pleurer, La quête, La chanson des vieux amants, Amsterdam... Pour un tour de chant, Pierrot Fournier s'habille de l'ironie de Brel avant de s'imprégner de la tendresse et de la fraternité autrefois chantées par l'artiste belge. Et non Jef, t'es pas tout seul car il y a Jacky, Jojo et toute la bande. Car tu peux, Jef, appuyer ton cœur sur les amis de toujours !

Pierrot est engagé dans deux avenues, soit l'élaboration d'un répertoire personnel et un travail d'interprétation. À titre d'auteur-compositeur, il présente des récitals qui sont exclusivement réservés à ses chansons originales. Ces spectacles de composition lui ont permis de nous faire connaître les personnages attachants de ses chansons-récits et de ses chansons rigolotes ! À titre d'interprète, il chante Georges Brassens, Léo Ferré et Jacques

Brel. Il a présenté jusqu'à maintenant des centaines de prestations réservées au grand Jacques dans les salles québécoises, notamment, des concerts symphoniques sur la scène du Grand théâtre de Québec et au Festival international de Lanaudière.

À la salle Littorale, lors de ce tour de chant réservé à Jacques Brel, Pierrot interprétera, avec justesse et sentiments, des pièces qui comptent parmi les plus belles chansons des dernières décennies... C'est donc un rendez-vous... Pour le plaisir d'assister au tour de chant d'un interprète exceptionnel ! Pour le plaisir de se remémorer un homme et une oeuvre qui ont marqué la chanson française !

Le spectacle sera présenté à la salle Littorale le vendredi 8 septembre, à 20 heures, au 138, rue Wellington Nord, 2^e étage à Sherbrooke. Pour de l'information : 819-566-6996. L'entrée est de 15 \$

Source : Productions Littorale



Le porte-parole de la 9^e édition du FCMS, Simon Olivier Fecteau, présentera sa dernière création « Le pouce vert » le vendredi 22 septembre à 19 h au Théâtre Granada. Il est le réalisateur plusieurs fois primé du court métrage « Les derniers jours » et invité du prestigieux Off-Festival de Trouville, France. Pour plus de détails : <http://www.fcms.ca>

Source : Guillaume Houle, FCMS

ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer !

ENTRÉE LIBRE

Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s) adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____